

- 1902 / 2 - 98 / 99

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999 (*)

2 FÉVRIER 1999

PROJET DE LOI

**concernant la zone économique
exclusive de la Belgique
en mer du Nord**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES (1)

PAR

MME Lisette CROES épouse LIETEN

(1) Composition de la commission :
Président : M. Duquesne (A)

A. — Titulaires	B. — Suppléants
C.V.P. MM. Cauwenberghs, Eyskens, Ghesquière, Mme Verhoeven.	M.De Crem, Mme Hermans, MM. Moors, Van Erps, N.
P.S. MM.Dallons, Harmegnies, Moriau.	MM. Borin, Henry, Larcier, Meureau.
V.L.D. MM. De Croo, Eeman, Versnick.	MM. Chevalier, Daems, Lahaye, Valkeniers.
S.P. Mme Croes-Lieten, M. Van der Maelen.	MmeDejonghe, MM. Schellens, Schoeters.
P.R.L.- MM. de Donnée, Duquesne.	MM. Michel, Reynders, Simonet.
F.D.F.	
P.S.C. M. Gehlen.	MM. Beaufays, Mairesse.
VL.Blok M. Lowie.	MM. Sevenhans, Van den Eynde.
Agalev/M. Van Dienderen. Ecolo	M. Decroly, Mme Schüttringer.

C. — Membre sans voix délibérative :

V.U. M. Borginon

Voir:

- 1902 - 98 / 99 :

— N° 1: Projet de loi.

(*) Cinquième session de la 49^{ème} législature

- 1902 / 2 - 98 / 99

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (*)

2 FEBRUARI 1999

WETSONTWERP

**betreffende de exclusieve
economische zone van België
in de Noordzee**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN (1)

UITGEBRACHT DOOR

MEVROUW Lisette CROES echt. LIETEN

(1) Samenstelling van de commissie :
Voorzitter : de heer Duquesne (A)

A. — Vaste leden	B. — Plaatsvervangers
C.V.P. HH. Cauwenberghs, Eyskens, Ghesquière, Mevr. Verhoeven.	H.De Crem, Mevr. Hermans, HH. Moors, Van Erps, N.
P.S. HH. Dallons, Harmegnies, Moriau.	HH. Borin, Henry, Larcier, Meureau.
V.L.D. H. De Croo, Eeman, Versnick.	HH. Chevalier, Daems, Lahaye, Valkeniers.
S.P. Mevr.Croes-Lieten, H. Van der Maelen.	Mevr. Dejonghe, HH. Schellens, Schoeters.
P.R.L.- HH. de Donnée, Duquesne.	HH. Michel, Reynders, Simonet.
F.D.F.	
P.S.C. H. Gehlen.	HH. Beaufays, Mairesse.
VL.Blok H. Lowie.	HH. Sevenhans, Van den Eynde.
Agalev/H. Van Dienderen. Ecolo	H. Decroly, Mevr. Schüttringer.

C. — Niet-stemgerechtigd lid

V.U. H. Borginon

Zie:

- 1902 - 98 / 99 :

— N° 1: Wetsontwerp.

(*) Vijfde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

MESDAMES, MESSIEURS,

Le présent projet de loi a été inscrit à l'ordre du jour de la réunion de la commission du 19 janvier 1999.

Il n'a pas appelé d'observations.

Le ministre des Affaires étrangères a cependant tenu à apporter les précisions suivantes :

La loi en projet porte exécution de l'importante Convention sur le droit de la mer, signée à Montego Bay en 1982, qui n'a pu être exécutée jusqu'à ce que soit signé, en 1994, un accord complémentaire sur l'exploitation des ressources des fonds marins. Grâce au fait que, dès 1994, le département des Affaires étrangères a entrepris d'élaborer le projet de loi d'exécution, en étroite collaboration avec les départements de l'Environnement, des Affaires économiques, de la Pêche, etc., le parlement peut entamer dès à présent l'examen de ce projet, deux mois après la ratification par la Belgique de la Convention sur le droit de la mer. Le projet à l'examen n'est donc pas la traduction d'un objectif politique, mais vise uniquement à étoffer un arsenal législatif existant, déjà applicable à la mer, et à en étendre le champ d'application territorial.

Les deux premiers chapitres définissent la ZEE et son régime juridique. Comme on le sait, il s'agit d'une zone spéciale, située entre la haute mer et la mer territoriale, sur laquelle la Belgique ne pourra faire valoir aucune souveraineté, mais bien certains droits spécifiques conformément à la Convention sur le droit de la mer. C'est ainsi que naissent de nouveaux droits de contrôle, par exemple, en ce qui concerne les infractions en matière de pêche ou les infractions en matière de rejets commises par des navires. Outre la simplification qu'elle permet sur le plan légistique, cette ZEE présente l'avantage de coïncider exactement avec le plateau continental de la Belgique, délimité par des accords conclus avec la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas et ratifiés au cours de la première moitié des années nonante.

Si le chapitre consacré à la pêche (le chapitre III) est le plus long, c'est simplement parce que c'est en cette matière que l'arsenal législatif existant, qui doit à présent être minutieusement adapté, était le plus vaste. L'importante loi du 12 avril 1957 en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer est étendue à la haute mer, à la ZEE et à la mer territoriale.

Deuxièmement, le projet de loi à l'examen fait coïncider le champ d'application de la loi du 10 octobre 1978 portant établissement d'une zone de pêche de la Belgique avec les limites de la ZEE. Troisièmement, il limite le champ d'application d'une loi de 1891 re-

DAMES EN HEREN,

Dit wetsontwerp stond op de agenda van de commissievergadering van 19 januari 1999.

Er werden geen opmerkingen over gemaakt.

De minister van Buitenlandse Zaken wenste evenwel de volgende preciseringen aan te brengen :

Dit wetsontwerp is de uitvoeringswet van het belangrijke Zeerechtverdrag van Montego Bay van 1982, dat evenwel in zijn uitvoering geblokkeerd bleef totdat in 1994 een aanvullend akkoord werd ondertekend over de exploitatie van de rijkdommen van de zeebodem. Dankzij het feit, dat reeds in 1994 het departement Buitenlandse Zaken, in zeer nauwe samenwerking met de departementen Leefmilieu, Economische Zaken, Visserij, ... begonnen is aan het ontwerp van uitvoeringswet, kunnen nu, twee maanden na de ratificatie door België van het Zeerechtverdrag, de parlementaire werken op de uitvoeringswet starten. Deze wet heeft dus geen politiek uitgangspunt, maar is gewoon een territoriale en inhoudelijke uitbreiding van een bestaand wettenarsenaal dat reeds voor de zee gold.

In de hoofdstukken I en II zijn de uitgangspunten te vinden van wat een EEZ is. Het is, zoals bekend, een speciale zone, tussen de volle zee en de territoriale zee in, waarover België geen souvereiniteit, maar wel specifieke rechten zal kunnen doen gelden dankzij het Zeerechtverdrag. Aldus ontstaan nieuwe rechten tot toezicht op bijvoorbeeld visserijovertradingen, of op lozingsovertredingen door schepen. Een voordeel bij de instelling van deze EEZ, welke ook legistiek voor eenvoud zorgt, is dat zij exact samenvalt met het bestaande continentaal plat van België, waarvan de afbakeningsakkoorden met Frankrijk, Groot-Brittannië, en Nederland in de eerste helft van de jaren '90 werden goedgekeurd en geratificeerd.

Het visserijhoofdstuk (III) is het langste hoofdstuk. De reden daarvoor is eenvoudig: op dit vlak bestond reeds het meest uitgebreide arsenaal aan wetgeving, dat nu zorgvuldig dient te worden aangepast. De belangrijke wet van 12 april 1957 tot bescherming van biologische rijkdommen in zee wordt uitgebreid tot de volle zee, de EEZ en de territoriale zee.

Ten tweede doet onderhavig wetsontwerp de wet van 10 oktober 1978 inzake de Belgische visserijzone qua toepassingsgebied samenvallen met de EEZ. Ten derde wordt een wet van 1891 inzake zeevisvangst uitsluitend van toepassing in de territoriale zee. Be-

lative à la pêche maritime exclusivement aux eaux territoriales. Plus important que ce réaménagement est le fait que l'on modernise et renforce toutes les dispositions pénales et toutes les dispositions en matière de contrôle concernées.

Le chapitre suivant (IV) redéfinit l'objet de la loi de 1969 sur le plateau continental. D'une part, on la dépoussière en quelque sorte, en retirant les dispositions relatives à l'exploitation des ressources naturelles vivantes du fond marin et en les insérant dans la législation sur la pêche. D'autre part, on élargit sa portée, en lui adjoignant le régime juridique de la Convention sur le droit de la mer, qui confère à la Belgique certains droits en matière de pose de câbles et de *pipelines*, et en étendant son champ d'application à la mer territoriale. Des dispositions pénales ont en outre été insérées dans la loi pour sanctionner tout non-respect de ses dispositions.

Le chapitre V se base sur les droits que la Convention sur le droit de la mer garantit à la Belgique en matière d'îles artificielles. On s'est inspiré, par souci de simplicité légistique, de la loi de 1969 relative au plateau continental, qui contenait déjà des dispositions en la matière. Étant donné que les dispositions concernées ne portent que sur les îles artificielles ayant pour objet l'exploitation des ressources non vivantes, il y avait lieu d'en étendre le champ d'application afin que les futures îles artificielles à éoliennes puissent également bénéficier de ce régime.

Le chapitre VI instaure un régime juridique entièrement nouveau, qui contrairement à ceux des chapitres précités, ne peut être rattaché à aucun texte légal en vigueur en Belgique. Il concerne le contrôle de la recherche scientifique menée par des navires étrangers dans la mer territoriale et la ZEE. Cette recherche sera dorénavant soumise au consentement du ministre des Affaires étrangères, qui consultera à cette fin tous les ministres concernés. Il sera possible de suspendre ce consentement, mais ce chapitre n'est évidemment pas assorti de dispositions pénales.

Le chapitre VII renvoie en fait purement et simplement à la loi sur la protection du milieu marin que la Chambre a votée le 10 décembre dernier. Le vote de cette loi a amené la Chambre à insister pour que le projet de loi à l'examen soit déposé rapidement.

Il ressort du chapitre VIII que la Convention sur le droit de la mer a également des implications pour notre législation en matière de douanes, de fiscalité, de santé et d'immigration. Ce chapitre crée, au sein de la ZEE, une «zone contiguë» à la mer territoriale,

langrijker dan deze herschikking is het feit dat alle betrokken controle- en strafbepalingen worden gemoerniseerd en aangescherpt.

In het volgend hoofdstuk (IV) wordt een herschikking ingevoerd van de functie van de wet van 1969 op het continentaal plat. Enerzijds wordt ze in zekere zin uitgezuiverd, door er de bepalingen uit te halen, die slaan op de exploitatie van op de bodem levende natuurlijke rijkdommen; die gaan over naar de visserijwetgeving. Anderzijds wordt ze verbreed, door er ten eerste de rechtsregeling aan toe te voegen van het Zeerechtverdrag, dat België bepaalde rechten geeft ten aanzien van de aanleg van kabels en pijpleidingen, en door ze, ten tweede, uit te breiden tot de territoriale zee. Bovendien werd nu gedacht aan de invoering van strafbepalingen bij niet-naleving.

In hoofdstuk V wordt aangesloten bij de rechten die door het Zeerechtverdrag voor België gegarandeerd worden t.a.v. kunstmatige eilanden. Aangezien de wet van 1969 op het continentaal plat reeds in bepalingen terzake voorzag, wordt, omwille van de legistische eenvoud, daarbij aangesloten. Aangezien de betrokken passage enkel slaat op eilanden voor exploitatie van niet-levende rijkdommen, diende zij verbreed te worden omdat bijvoorbeeld ook toekomstige kunstmatige windmoleneilanden van die regeling moeten kunnen genieten.

In hoofdstuk VI staat een geheel nieuw rechtsregime, dat in tegenstelling met de reeds genoemde hoofdstukken, niet kan aansluiten bij bestaande Belgische wetteksten. Het betreft het toezicht op wetenschappelijk onderzoek door buitenlandse vaartuigen in de territoriale zee en de EEZ. Hier geldt voortaan een vergunningsregime waarop de minister van Buitenlandse Zaken, in samenwerking met alle betrokken collega's, zal toezien. Opschorting van de vergunning is mogelijk, maar aan dit hoofdstuk zijn er logischerwijze géén strafbepalingen verbonden.

Hoofdstuk VII is in feite een loutere doorverwijzing naar de wet marine milieu, die door de Kamer op 10 december jl. werd goedgekeurd. Dit leidde de Kamer er toe, zeer terecht, aan te dringen op een spoedige indiening van huidig wetsontwerp.

Opmerkelijk is ook hoofdstuk VIII, waaruit blijkt dat het Zeerechtverdrag ook implicaties heeft voor onze wetgeving inzake douane, fiscaliteit, gezondheid en immigratie. Met name wordt, binnen de EEZ, een aan de territoriale zee «aansluitende zone» voor toe-

d'une largeur de 12 milles, qui sera soumise au contrôle de la Belgique. Il modifie en outre la législation sur les douanes et accises en vue d'adapter les «rayons des douanes». C'est ainsi qu'il prévoit que le rayon des douanes occupe notamment une zone s'étendant vers l'intérieur du pays sur une largeur de 5 kilomètres à partir de la ligne de marée basse.

Il a même fallu adapter le Code judiciaire, étant donné qu'il est possible que certains litiges civils surgissent dans la ZEE. Aussi l'avant-dernier chapitre contient-il une série de dispositions modificatives concernant les huissiers de justice, les juges des saisies et les tribunaux de première instance.

Enfin, le chapitre X contient les dispositions pénales afférentes aux chapitres du projet de loi à l'examen qui ne les ont pas empruntés à des dispositions légales existantes. Il s'agit des chapitres IV et V, qui concernent respectivement le plateau continental et les îles. Une erreur de composition s'est glissée dans la référence aux chapitres IV et V figurant dans la phrase liminaire de l'article 55; il s'agit en fait des chapitres IV et V. On notera que ce chapitre instaure l'obligation de verser 20 % des amendes à un fonds pour la protection de l'environnement marin.

*
* *

Les articles 1 à 62, ainsi que l'ensemble, sont successivement adoptés à l'unanimité.

La rapporteuse,

L. CROES

Le président,

A. DUQUESNE

zicht van twaalf mijl gecreëerd. Bovendien worden binnen de wetgeving op douane en accijnzen de zogenaamde tolkringen aangepast; zo bijvoorbeeld wordt een landinwaartse tolkring ingesteld van 5 km breedte, te rekenen van de laagwaterlijn.

Zelfs het Gerechtelijk Wetboek diende te worden aangepast, daar het denkbaar is, dat bepaalde burgerrechtelijke geschillen zich voordoen in de EEZ. Vandaar, in het voorlaatste hoofdstuk, een aantal wijzigingsbepalingen inzake de gerechtsdeurwaarders, de beslagrechters en de rechtbanken van eerste aanleg.

Tenslotte omvat hoofdstuk X de strafbepalingen voor die hoofdstukken in de wet die deze niet reeds ontleenden aan bestaande wetsbepalingen. Dit zijn de hoofdstukken IV en V inzake het continentaal plat en inzake eilanden. De zetduivel heeft gezorgd voor een foute verwijzing naar de hoofdstukken V en VI in de aanhef van artikel 55; dit moet zijn: IV en V. Interessant is de verplichting, om 20 % van de geldboetes te storten in een fonds voor de bescherming van het mariene leefmilieu.

*
* *

De artikelen 1 tot 62 alsook het gehele wetsontwerp worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

De rapporteur,

L. CROES

De voorzitter,

A. DUQUESNE